

G. BORDONARO donne lecture du texte suivant :

G. BORDONARO geeft lezing van de volgende tekst:

Anderlecht a presque fait la une des journaux car le problème d'insécurité lié à l'omniprésence des vendeurs à la sauvette ne date pas de hier à « Clémenceau ». Ces derniers se retrouvent par dizaines aux abords de la station de métro pour vendre toutes sortes de marchandises illégales et des substances illicites. Je ne vous apprend rien non plus en disant que les riverains et les commerçants n'en peuvent plus. Nous avons récolté plusieurs témoignages de mamans qui ne se sentent plus en sécurité, d'autres qui ont du mal à se frayer un chemin pour aller à la station de métro. Certains habitants ont même décidé de déménager tellement le quartier devient invivable.

Malgré une situation qui est connue depuis longtemps, qui a aussi plusieurs fois été médiatisée, le problème ne se résout pas, pire, il s'aggrave. Car aujourd'hui, ce n'est plus principalement les jours de marchés, et donc les weekends que les vendeurs sont présents, mais tous les jours, et de plus en plus nombreux. Désormais il y a une milice populaire mise en place « pour mettre eux-mêmes de l'ordre », s'il je puis m'exprimer ainsi.

La situation devient extrêmement grave et risque de devenir ingérable.

J'aurais ainsi voulu savoir si, entretemps, le Collège, en concertation avec la police et la « STIB », a mis en place, ou va mettre en place, très prochainement des nouvelles pistes de solutions pour résoudre structurellement le problème ? Vous avez notamment évoqué, Monsieur le Bourgmestre, dans un passage à la presse du mois du mai, une possibilité d'occuper le terrain de façon positive, en organisant des événements ou en installant des équipements publics en réaménagement l'espace public, afin d'empêcher ces vendeurs de s'installer. Où en est ce projet ?

G. VAN GOIDSENHOVEN donne lecture du texte suivant :

G. VAN GOIDSENHOVEN geeft lezing van de volgende tekst:

Le problème du marché illicite qui se déroule sur la place Jorez, à la sortie du métro « Clémenceau », face à l'entrée des abattoirs, n'est pas nouveau. Ce marché qui perturbe la vie du quartier, envahit l'espace public et provoque tous les weekends des tensions croissantes avec les habitants pourtant habitués aux nuisances. Il est vrai que les trafics divers, le recel de biens volés, l'obstruction des entrées et sorties du métro sont dénoncés par la population depuis bientôt trois ans. Si les autorités sont intervenues de façon sporadique pour faire évacuer cette activité nuisible, il apparaît de plus en plus clairement que la résignation est devenue en quelque sorte la ligne de conduite.

Dernièrement, les habitants ont été reçus par le Bourgmestre et il semble qu'il les a appelés à « être patients ». Mais la patience est à bout chez ces habitants qui voient les faits de délinquance et la violence rythmer leur vie quotidienne.

Résignés et en colère, ils ont décidé de se regrouper pour démanteler par la force ce marché illicite et chasser les occupants, pour rétablir un peu de quiétude dans leur quartier. Leur « milice » comme ils l'appellent, s'apparente cependant à une réaction de désespoir. Le Bourgmestre aurait été mis au courant de cette initiative et l'aurait déconseillée mais il n'a manifestement pas été entendu par les habitants.

Selon les dernières informations, le groupe de citoyens est passé à l'action et est parvenu à mettre un terme au marché non autorisé.

Pour autant, dans ce quartier marqué par des tensions vives qui débouchent trop souvent sur des faits de violence, le risque est grand que de nouveaux incidents découlent de cette prise en main populaire.

Ainsi, je souhaite interroger le Collège sur sa connaissance exacte du phénomène et sur sa volonté de prendre en main le problème à l'origine de l'exaspération populaire. Il s'avère en effet périlleux de laisser se dégrader une situation sécuritaire déjà problématique. Quelles initiatives seront prises afin de rétablir l'ordre et la confiance des citoyens ?

Monsieur le Bourgmestre-Président explique que ce phénomène de vente à la sauvette, à proximité des sorties du marché des abattoirs, a toujours existé. Ce n'est pas une excuse et il est vrai que depuis au minimum un an et demi, nous assistons à une augmentation vertigineuse de ce phénomène. Nous l'associons en particulier au confinement. C'est exclusivement un public de sans papier qui se livrent à ces brocantes sauvages. Un public, avec des problèmes sociaux, qui pouvait survivre grâce à une économie parallèle qui a disparu au moment du confinement et est apparue avec plus de violence en ce moment. Ces nuisances considérables, sont d'autant plus gênantes quelles sont à proximité des habitations des riverains et aussi d'une école, dont il a reçu le directeur avec la police.

Le Collège reçoit de nombreuses plaintes. Monsieur le Bourgmestre-Président n'a jamais dit aux riverains de « prendre patience » mais il convient qu'il a probablement dit que c'était difficile à gérer comme situation, et il l'assume.

Quant aux actions déjà prises à l'heure actuelle, il y a une occupation du terrain de manière ponctuelle. La difficulté est que dès que nos agents et patrouilles qui allient des policiers et des « Gardiens de la Paix » pour démultiplier la présence de l'action publique, quittent la zone, ces personnes réoccupent l'espace public. Malgré leur caractère temporaire et même si cela a pris plus de temps, ces actions ont marqué leur relative efficacité et de nombreuses personnes ont été arrêtées. Le weekend dernier, huit personnes ont été privées de liberté temporairement, puisqu'après, un juge doit prendre le relais.

Le Collège a aussi mis en place un système de téléphone direct avec le commissariat du quartier, les riverains qui possèdent ce numéro de téléphone peuvent téléphoner aux inspecteurs principaux qui gèrent le quartier. Aussi, nous avons procédé à des évacuations rapides de déchets, à chaque reprise où les vendeurs quittaient temporairement le territoire, nous évacuons les produits en vente.

Nous avons une collaboration et entretenons de nombreux débats avec la « STIB ». Le sens de circulation, de sortie et d'entrée dans le métro a été inversé. Par ailleurs, le Collège a placé des barrières temporaires empêchant le passage à la rue Sergent Debruyne où se concentrent ces nuisances. Il convient bien avec tous que ce n'est pas suffisant aujourd'hui et que les nuisances persistent.

La seule chose qui fonctionne de nos jours c'est l'occupation du terrain, mais la difficulté est que le marché s'étale quasiment toute la semaine, il faut quasiment avoir une présence policière 12 heures par jour, 7 jours sur 7. Comprenez bien que c'est difficile à l'échelle du quartier et même de la division de police. Pour cela, il a tenu la semaine dernière une réunion avec le chef de corps ; des moyens de la zone de police vont être injectés dès maintenant pour empêcher que ces gens s'installent. Ce sont des effectifs de renfort de la zone qui viendront dans les jours et les semaines à venir. Aussi, Monsieur le Bourgmestre-Président confirme ce qu'il a dit dans la presse et aux riverains. Il ne trouve cela pas une bonne idée de créer une milice ; les riverains prennent des risques supplémentaires en intervenant eux-mêmes. Pourtant, il comprend leur exaspération et leur inquiétude.

G. BORDONARO a l'impression qu'on est loin de résoudre le problème. Dire que le Collège ne fait rien ne serait pas correct, le Collège essaie tant bien que mal de mettre des choses en place, en mettant des agents de police, des « Gardiens de la Paix », en occupant le terrain, etc. Actuellement, nous voyons bien que faire cela tous les jours n'est pas faisable pour des raisons financières, d'effectifs et autres.

Monsieur le Bourgmestre-Président confirme qu'ils vont le faire, avec des renforts d'autres secteurs de la zone.

G. BORDONARO demande si cela sera mis en œuvre de façon permanente ? Si tel est le cas, où la zone trouve-t-elle les moyens de le faire ? Tout en veillant évidemment à ce que les relations humaines de respect soient garanties sur l'espace public. Vous avez dit de vouloir mettre des dispositifs physiques de dissuasion, mais Monsieur le Bourgmestre-Président a cité dans la presse d'occuper positivement l'espace public en organisant des activités ou en mettant en place des jeux pour les enfants, ou autres, de manière à résoudre ce problème et offrir des événements de qualité pour les jeunes. C'est un élément, peut-être pas un élément miraculeux, qui peut être bénéfique pour tout le monde.

G. VAN GOIDSENHOVEN a pris acte de ce que le Bourgmestre-Président a dit concernant la volonté d'évoluer vers une occupation du terrain plus permanente, éventuellement envisager des modifications structurelles. Il est vrai que l'occupation de l'espace public est un élément sur lequel il faut s'attarder mais le problème est apparu. Puis, il s'est étendu dans le temps, cela illustre qu'il faut agir vite et le plus possible en amont de ces problèmes, avant qu'ils n'apparaissent et avant que cela finisse à échapper à tout contrôle. Il espère que l'on tirera un certain nombre d'enseignements. Les riverains sont bien conscients que ce qu'ils font n'est pas une bonne solution mais il a ressenti beaucoup de désolation, de désespoir en eux. Il croit qu'il faut rétablir la confiance avec les riverains, c'est fondamental, car c'est avec eux qu'il faut construire ce quartier. Il espère que dans les prochaines semaines ou mois, on pourra considérer que ce problème est en voie de résolution. Il pense qu'il est symboliquement extrêmement important car, aujourd'hui, il y a un déficit de confiance. Il faut prendre tout cela avec psychologie et détermination quant au résultat.